

GREFA VESELĂ

Cererea de anulare a unei decizii a Curții Europene a Drepturilor Omului. Ordonanța Curții de Justiție a Uniunii Europene (Camera a șaptea) din 19 martie 2019, EU:C:2019:225, cauza C-768/18 P - Michal Harvilik - Hydra împotriva Republicii Cehe și a Curții Europene a Drepturilor Omului

« Pourvoi – Article 181 du règlement de procédure de la Cour – Recours en annulation et en indemnité – Décision de la Cour européenne des droits de l'homme concernant l'irrecevabilité d'un recours introduit contre la République tchèque – Incompétence manifeste »

Dans l'affaire C-768/18 P, ayant pour objet un pourvoi au titre de l'article 56 du statut de la Cour de justice de l'Union européenne, introduit le 7 décembre 2018,

Michal Harvilik – Hydra, établi à Humenné (Slovaquie), représenté par M^e A. Wagner, advokát, partie requérante, les autres parties à la procédure étant :

**République tchèque,
Cour européenne des droits de l'homme,**

parties défenderesses en première instance,

LA COUR (septième chambre), composée de M. T. von Danwitz, président de chambre, M^{me} M. Berger (rapporteuse) et M. C. Vajda, juges,

avocat général : M. E. Tanchev, greffier : M. A. Calot Escobar, vu la décision prise, l'avocat général entendu, de statuer par voie d'ordonnance motivée, conformément à l'article 181 du règlement de procédure de la Cour, rend la présente

Ordonnance

1 Par son pourvoi, Michal Harvilik – Hydra demande l'annulation de l'ordonnance du Tribunal de l'Union européenne du 25 septembre 2018, Michal Harvilik – Hydra/République tchèque et Cour européenne des droits de l'homme (T-365/18, non publiée, ci-après l'« ordonnance attaquée », EU:T:2018:636), par laquelle celui-ci a rejeté son recours tendant, d'une part, à l'annulation de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a rejeté comme étant irrecevable un recours introduit par lui contre la République tchèque, et, d'autre part, à la condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme et de la République tchèque à réparer le préjudice qu'il a prétendument subi à la suite de cette décision.

La procédure devant le Tribunal et l'ordonnance attaquée

2 Par requête déposée au greffe du Tribunal le 13 juin 2018, Michal Harvilik – Hydra a introduit son recours.

3 Par l'ordonnance attaquée, le Tribunal a, conformément à l'article 126 de son règlement de procédure, rejeté ce recours pour cause d'incompétence manifeste.

4 À cet égard, le Tribunal a précisé, aux points 6 à 9 de l'ordonnance attaquée : « 6 Les compétences du Tribunal sont celles énumérées à l'article 256 TFUE, tel que précisé par l'article 51 du statut de la Cour de justice de l'Union européenne. En application de ces dispositions, le Tribunal est compétent pour connaître des recours introduits, au titre de l'article 263 TFUE, à l'encontre des seuls actes des institutions, des organes ou des organismes de l'Union.

7 En l'espèce, il apparaît que l'auteur de l'acte attaqué n'est ni une institution, ni un organe, ni un organisme de l'Union.

8 En ce qui concerne la réparation du préjudice que la partie requérante aurait prétendument subi, il convient de rappeler que la compétence du Tribunal en matière de responsabilité non contractuelle est prévue par l'article 268 TFUE et l'article 340, deuxième et troisième alinéas, TFUE ainsi que par l'article 188, deuxième alinéa, EA. Conformément à ces dispositions, le Tribunal est uniquement compétent pour connaître des recours en réparation de dommages causés par les institutions, les organes et les organismes de l'Union ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions (voir, en ce sens, arrêt du 23 mars 2004, Médiateur/Lamberts, C-234/02 P, EU:C:2004:174, points 49 et 59).

9 En l'espèce, il apparaît que l'auteur de l'acte qui a prétendument causé un préjudice à la partie requérante n'est ni une institution, ni un organe, ni un organisme de l'Union. »

5 Eu égard à ces constatations, le Tribunal a jugé qu'il était manifestement incompétent pour connaître du recours.

Sur le pourvoi

6 En vertu de l'article 181 de son règlement de procédure, lorsque le pourvoi est, en tout ou en partie, manifestement irrecevable ou manifestement non fondé, la Cour peut, à tout moment, sur proposition du juge rapporteur, l'avocat général entendu, décider de rejeter ce pourvoi, totalement ou partiellement, par voie d'ordonnance motivée.

7 En l'espèce, la Cour estime qu'il y a lieu de faire application de cette disposition.

8 À l'appui de son pourvoi, dirigé contre les points 6 à 10 de l'ordonnance attaquée, Michal Harvilik – HYDRA soutient, en substance, qu'il ressort de l'article 19, paragraphes 1 et 3, de l'article 1^{er} ainsi que de l'article 6, paragraphe 1, TUE que la Cour de justice de l'Union européenne statue conformément aux traités sur les recours formés, notamment, par des personnes physiques ou morales, qu'elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités et que l'Union reconnaît les droits énoncés dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, laquelle a la même valeur juridique que les traités. Ainsi, de l'avis du requérant, dans la mesure où ses droits fondamentaux ont été violés, le Tribunal aurait dû examiner les griefs invoqués à cet égard. Ce serait à tort que ce dernier a constaté qu'il apparaissait que, en l'occurrence, l'auteur de l'acte attaqué n'était ni une institution, ni un organe, ni un organisme de l'Union, alors que le recours était dirigé tant contre la République tchèque que contre la Cour européenne des droits de l'homme.

9 Pour ce qui est de la réparation du préjudice prétendument subi, le requérant

ajoute, en substance, que le Tribunal était compétent pour statuer, dès lors que ce préjudice est imputable à un État membre, en l'occurrence la République tchèque, ainsi qu'à la Cour européenne des droits de l'homme, pour cause de violation de ses droits fondamentaux, puisque l'article 6, paragraphe 3, TUE prévoit que les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux, ce qui serait également confirmé par le protocole (n° 8) relatif à l'article 6, paragraphe 2, [TUE] sur l'adhésion de l'Union à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (JO 2016, C 202, p. 273), en vertu duquel l'Union aurait adhéré à cette convention et les dispositions de cette dernière seraient devenues partie intégrante du droit de l'Union.

10 En l'occurrence, il suffit de relever que, aux points 6 et 8 de l'ordonnance attaquée, le Tribunal a correctement exposé les dispositions qui régissent sa compétence. Ni la Cour européenne des droits de l'homme ni la République tchèque ne faisant partie des institutions, des organes ou des organismes de l'Union, c'est à bon droit que le Tribunal a considéré qu'il était manifestement incompétent pour connaître d'un recours tendant à l'annulation d'une décision de la Cour européenne des droits de

l'homme et à la condamnation de cette Cour et de la République tchèque à réparer le préjudice prétendument subi par le requérant à la suite de cette décision (voir, en ce sens, ordonnances du 9 octobre 2014, *Calvi/Cour européenne des droits de l'homme*, C-171/14 P, non publiée, EU:C:2014:2281, point 11, et du 17 décembre 2015, *Guja/Pologne*, C-352/15 P, non publiée, EU:C:2015:837, point 10 ainsi que jurisprudence citée).

11 Il s'ensuit que, en application de l'article 181 du règlement de procédure de la Cour, le pourvoi doit être rejeté comme étant manifestement non fondé.

Sur les dépens

12 Aux termes de l'article 137 du règlement de procédure, applicable à la procédure de pourvoi en vertu de l'article 184, paragraphe 1, du même règlement, il est statué sur les dépens dans l'ordonnance qui met fin à l'instance. La présente ordonnance étant adoptée sans que le pourvoi ait été notifié aux parties défenderesses en première instance, il convient de décider que Michal Harvilik – Hydra supportera ses propres dépens.

Par ces motifs, la Cour (septième chambre) ordonne :

1) **Le pourvoi est rejeté comme étant manifestement non fondé.**

2) **Michal Harvilik – Hydra supporte ses propres dépens.**

În atenția colaboratorilor

Revista Forumul Judecătorilor reprezintă o inițiativă având ca scop promovarea valorilor legate de profesia de judecător, a ideilor și opiniilor privind starea justiției și reforma sistemului judiciar, a studiilor juridice bazate pe experiența acumulată în activitatea desfășurată.

Față de acest deziderat, oferta de publicare se adresează în primul rând judecătorilor, însă vor fi acceptate spre publicare toate articolele care se vor încadra în standardele revistei.

Lucrările se trimit în format electronic pe adresa de e-mail office.rfj@gmail.com ori la adresa: Editura Universitară, București, Bd. N.Bălcescu nr. 27-33, Bloc Unic, sc. B, sector 1. Autorii vor menționa numele și prenumele, profesia (funcția), domiciliul, locul de muncă, numărul de telefon, codul numeric personal și codul IBAN.

Materialele vor fi predate revistei și în format electronic, redactate în Microsoft Word, font Times New Roman, corp 12, la 1,5 rânduri, folosindu-se în mod obligatoriu diacritice.

Articolele de doctrină nu pot depăși 25 de pagini, incluzând notele de subsol, și vor fi structurate în mai multe părți și diviziuni, corespunzător complexității temei tratate.

În text pot fi folosite cuvinte scrise cu font normal sau *italic* și în mod excepțional cu caractere **bold**, fiind exclusă folosirea MAJUSCULELOR.

Întrucât revista va fi transmisă pe suport electronic asociațiilor judecătorilor din străinătate, fiecare articol va

fi însoțit de un rezumat redactat în mod obligatoriu în limba engleză și/sau franceză, de maximum 25 de rânduri, în funcție de dimensiunea articolului și de complexitatea temei tratate. Rezumatul va conține esența articolului și concluziile autorului asupra problemei analizate.

Sursele bibliografice vor fi citate complet și vor indica toate elementele de identificare: inițiala prenumelui și numele autorului (fără caractere îngroșate), titlul complet al articolului (în *italic* și fără ghilimele), publicația, număr/an, editura, orașul, anul publicării și pagina de trimitere. Dacă sunt mai mulți autori ai unei lucrări, vor fi enumerați toți, folosind virgula, fără conjuncția „și”. Dacă există mai mult de cinci autori, se va menționa numai numele primului sau al coordonatorului, după care se va trece „ș.a.”.

Se vor utiliza doar abrevierile menționate în lista de abrevieri.

Abrevierile uzuale utilizate în citarea actelor normative române sunt: C.civ., C.pr.civ., C.pen., C.pr.pen., C.com., C.fisc., C.pr.fisc., H.G. nr., O.G. nr., O.U.G. nr., art., par., alin., lit., pct. etc. Indicarea actelor normative se va face numai prin numărul și anul apariției, fără data adoptării (ex. Legea nr. 303/2004), însă în nota de subsol va fi indicat numărul Monitorului Oficial.

Cu privire la materialele care se publică, conducerea revistei își rezervă dreptul să corecteze, după caz, să reformuleze ori stilizeze unele formulări, fără a aduce atingere ideilor, opiniei și argumentelor autorilor. Manuscrisele nepublicate nu se restituie.

Materialele trimise redacției spre publicare nu pot fi oferite spre publicare către alte reviste decât după primirea unui refuz expres de publicare în *Revista Forumul Judecătorilor* din partea redacției sau după curgerea unui termen de 45 de zile de la înregistrare în care nu s-a primit niciun răspuns.

Cele de mai sus sunt clauze ale contractului de editare, în conformitate cu Legea nr. 8/1996 privind dreptul de autor și drepturile conexe. Conform contractului, autorii cesează cu titlu exclusiv dreptul de producere și difuzare a operei lor (inclusiv pe suport

electronic), prezumându-se că își însușesc clauzele în momentul în care trimit lucrările spre a fi publicate.

Colaboratorii vor respecta legislația privind drepturile de autor pentru a evita orice formă de plagiat, revenindu-le în caz contrar întreaga răspundere juridică sau deontologică. Redacția revistei nu își asumă nicio răspundere din acest punct de vedere.

Contractul de editare se reziliază de drept dacă survin până la data corecturii finale a numărului de revistă modificări legislative importante ce influențează în mod hotărâtor conținutul articolului.

Parcursul complet al unui articol / studiu de la redactare până la tipărire în Revista Forumul Judecătorilor

1. Articolul / studiul este redactat conform indicațiilor afișate pe site-ul revistei: <http://www.forumuljudecatorilor.ro/index.php/principii-de-publicare>.

2. Articolul / studiul este trimis în variantă electronică, pe adresa de e-mail office.rfj@gmail.com ori la sediul Editurii Universitare.

3. Articolul / studiul primit este prezentat de îndată colegiului de redacție.

4. Redactorii stabilesc în cadrul ședinței de redacție dacă materialul respectiv întrunește condițiile de formă minime pentru publicare și, apoi, două persoane desemnate prin consultare cu membrii Colegiului Științific (specialiști în domeniu sau într-un domeniu apropiat celui în care este scris materialul) vor realiza recenzia. Identitatea recenzorilor poate fi comunicată autorului, la cerere și justificat, după consultarea Colegiului Științific.

5. Un coordonator (directorul editorial, redactorul-șef sau redactorul-șef adjunct) va transmite articolul / studiul în format electronic recenzorilor.

6. Recenzorii, după evaluarea în mod separat a articolului / studiului, îl înapoiază însoțit de recenzii.

7. Dacă în urma evaluării făcute de recenzori, aceștia propun articolul / studiul spre publicare, lucrarea se va transmite în format electronic către un corector. Dacă există divergență de opinii, va fi desemnat un al treilea recenzor.

8. În cazul în care este respins definitiv, un coordonator va transmite refuzul de publicare autorului, în cel mai scurt timp posibil.

9. În cazul în care articolul / studiul este declarat eligibil, însă necesită completări conform sugestiilor recenzorilor, un coordonator va transmite autorului, în cel mai scurt timp posibil, toate informațiile necesare și va stabili un termen pentru retransmiterea lucrării finale, care reia etapele 5-8.

10. În urma acceptării spre publicare, un redactor operează pentru fiecare articol / studiu corectura în format digital, verifică rezumatele în limba română și engleză sau franceză, precum și cuvintele cheie în limba engleză (le alcătuiește și introduce în cazul în care acestea lipsesc).

11. După efectuarea și introducerea corecturii, redactorii transmit lucrările directorului editorial, redactorului-șef sau redactorului-șef adjunct.

12. Toate articolele și studiile corectate sunt adunate într-un singur document Word și vor fi înaintate tehnoredactorului de către directorul editorial.

13. Tehnoredactorul paginează toate textele în formatul revistei folosind aplicația PageMaker și întocmește coperta, după care transmite fișierele în format electronic corectorului din cadrul Redacției.

14. Tehnoredactorul deține un standard al Revistei, respectiv macheta generală cu modul de așezare în pagină, siglele rubricilor și stilurile folosite, pe care o particularizează pentru fiecare număr, începând cu primele pagini.

15. Corectorul operează corectura și efectuează eventualele modificări pe varianta electronică, împreună cu tehoredactorul.

16. Tehnoredactorul finalizează în format electronic numărul de revistă respectiv, după care îl tipărește și îl transmite unui corector din cadrul Editurii pentru revizuirea finală.

17. Tehnoredactorul, după introducerea ultimelor corecturi, primind bunul de tipar, transmite textul în format PDF și coperta numărului respectiv către Tipografia Editurii.

18. Tipografia Editurii tipărește numărul de revistă.